



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'INTERIEUR, SECURITE, DECENTRALISATION ET
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »



MISE A JOUR SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 5

par
Maître SUDI ALIMASI KIMPUTU
Coordonnateur National du CCLAM

Genève , 27-31 Mai 2013



CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »



PLAN DE L'EXPOSE

- Introduction*
- Efforts fournis*
- Enquête Nationale de Contamination par Mines et Sous Munitions*
- Conclusion*

CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

I. INTRODUCTION

- ❑ *le 02 décembre 2002, entrée en vigueur de la Convention à l'égard de la RDC*
- ❑ *le 02 décembre 2012 : 10 ans de mise en œuvre sans remplir l'obligation de l'article 5*
- ❑ *mars 2011, dépôt de la demande d'extension et 26 mois d'extension intérimaire accordés par la 11^{ème} Conférence des Etats Parties tenue à Phnom Penh au Cambodge*

CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

II. EFFORTS FOURNIS APRES EXTENSION

GMAS and GMAA operations by all MA Organizations - April 2012

UNMACC-DRC
United Nations Mine Action Coordination Centre
Information Management System

Legend

- Implementation/Implementation
- Implementation/Implementation
- Implementation/Implementation
- Implementation/Implementation
- Implementation/Implementation


1:7,700,000
Date: May 14 2012



**III. ENQUETE NATIONALE DE
CONTAMINATION PAR MINES ET SOUS
MUNITIONS EN RDC**

POURQUOI L'ENCMS ?


Informations toujours insuffisantes pour répondre aux exigences de l'article 5, notamment de la demande d'extension définitive



III. ENQUETE NATIONALE (Suite)

CONTEXTE


- Absence d'évaluation
- Manque des vraies coordination et de planification: plusieurs organisations ont mené des opérations d'enquête et de déminage pendant 10 ans avec des orientations non conformes à l'article 5



III. ENQUETE NATIONALE (Suite)

ECHEC DES METHODES PROPOSEES DANS LA DEMANDE

- Le General Mine Action Survey (GMAS) proposé a révélé après évaluation que :
 - des progrès ont été très lents
 - les équipes supplémentaires ont été trop coûteuses :
 - 1 composante d'enquête non technique et d'éducation au risque ainsi qu'une composante technique qui se déplace en véhicule 4x4 (8-10 personnes).




III. ENQUETE NATIONALE (Suite)

ECHEC DES METHODES PROPOSEES (Suite)

- Tout en gardant le GMAS, le programme a demandé aux opérateurs de réorienter leurs efforts en déployant des équipes d'enquête non technique pour effectuer le General Mine Action Assessment (GMAA)
- Après évaluation pour toute l'année 2012, le pourcentage total de terre enquêtée avait seulement atteint 30%.

GMAA: composante Unique d'enquête non technique et d'éducation au risque qui se déplace sur moto(2 personnes)




CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

III. ENQUETE NATIONALE (Suite)

CONCLUSION D'ECHEC DES METHODES PROPOSEES

- Toutes les opérations menées depuis l'entrée en vigueur de la convention en termes de Déminage, Enquête technique et Non Techniques (GMAS et GMAA compris) n'ont réalisé que plus ou moins 30% du territoire National
- La vitesse des méthodes utilisées ne permettra pas au pays de disposer des informations nécessaires pour la demande définitive



CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »


COMMENT SE FERA L'ENQUETE NATIONALE DE CONTAMINATION PAR MINES ET SOUS MUNITIONS

Etendue

- l'étendue de cette enquête est nationale
- une évaluation générale de la contamination par mines antipersonnel et sous- munitions

Méthodologie


- La méthodologie se décline en 5 phases



III. ENQUETE NATIONALE (suite)


Phase 1:
étude de tous les résultats des activités GMAS et GMAA réalisées jusqu'à présent

Phase 2:
analyse de l'existence de preuves de conflits ou de mouvements de troupes dans chaque partie des territoires restant à contrôler



III. ENQUETE NATIONALE (suite)

Phase 3:
Organisation des réunions ciblées avec les autorités provinciales, les administrateurs de territoires, les Maires des Villes, les chefs de secteurs et Chefferies, les Bourgmestres des Communes ainsi que, si cela est nécessaire, avec les chefs de villages et des groupes cibles des populations.




CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

II. ENQUETE NATIONALE (suite)

Phase 4:

déploiement, dans les zones identifiées durant la phase 3, des équipes d'enquêtes non techniques (ENT) issues essentiellement des organisations nationales qui doivent :

- Travailler avec précision dans l'Enquête non technique pour éviter d'inclure dans les zones dangereuses des portions de terrain qui ne sont pas contaminés
- Marquer les zones dangereuses le mieux possible
- Effectuer des séances d'éducation au risque.




CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

III. ENQUETE NATIONALE (suite)

Phase 5:

Phase de l'analyse finale et la réalisation d'une cartographie de la contamination par mines et sous-munitions basée sur les résultats des travaux et investigations conduits durant les phases 1 à 4.




CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

III. ENQUETE NATIONALE (suite)

Les résultats attendus

- La mise à jour de la base de données IMSMA ;
- L'évaluation correcte de la problématique des mines et sous-munitions en RDC
- La détermination des ressources nécessaires pour que la RDC puisse se conformer aux exigences de l'article 5 du traité d'Ottawa
- Certaines zones considérées abusivement comme contaminées verront le doute levé à travers le processus d'enquête et pourront être remises à la disposition de la population comme des zones libres de mines/Sous-munitions.



CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

III. ENQUETE NATIONALE (suite)

SITUATION ACTUELLE

l'enquête Nationale va durer 9 mois à partir du 1^{er} mai 2013 et a été lancée le 25 mars 2013 sous le Haut Patronage du Premier Ministre avec la participation et l'implication de tous les acteurs y compris tous les Gouverneurs de 11 Provinces du pays



Les équipes d'enquêtes sont déjà mis en place et se trouvent actuellement à la fin de l'étape de formation sur l'ensemble du territoire national

 **CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES**
« C.C.L.A.M. » 

III. ENQUETE NATIONALE (suite)




26/03/2013 18:08

 **CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES**
« C.C.L.A.M. » 

III. ENQUETE NATIONALE (suite)

CONCLUSION

- La RDC confirme poursuivre :
 - le Déminage dans les zones confirmées
 - La restitution des terres non contaminées
 - L'enquête sur le reste du territoire national



CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

III. ENQUETE NATIONALE (suite)
CONCLUSION (Suite)

- Impossibilité de présentation de la demande définitive avant janvier 2014 parce que:
 - Le pays doit finir les enquêtes jusqu'en janvier 2014
 - Le délai de 26 mois expire le 02 février 2015
- La RDC remercie le Japon pour avoir financé les enquêtes en cours et sollicite le soutien des donateurs pour l'étape qui va suivre notamment en renforcement des capacités nationales



CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES
« C.C.L.A.M. »

JE VOUS REMERCIE